Quarante-troisième Année. — N° 137 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES MARDI 17 MAI 1898.

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . Trois mois. . . 13 fr. 50. . Six mois . 26 fr. . . Un an. . 50 fr.
PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . . Trois mois. 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Les Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, Grande-Rue, 71. - Tourcoing, rue Nationale, 78
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, Grande-Rue, 71. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis, à PARIS chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 28 — à BRUXELLES, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 16 MAI 1898

LÉGENDES

Ce qu'il y a de plus difficile au monde, c'est de tuer les morts, je veux dire de se débarrasser des cadavres récalcitrants. Cela est vrai en politique. Des partis, défunts depuis longtemps, qui n'ont plus ni raison d'être ni espérance, continuent d'encombrer la scène politique. Cela est vrai aussi dans le domaine de l'histoire. Rien de plus difficile à tuer qu'une légende, Tuez la dix fois, démontrez cent fois qu'elle n'a pas d'autre fondement que la crédulité publique, elle n'en renaîtra pas moins et elle subsistera victorieuse de la science et des démonstrations les plus évidentes.

Il en est ainsi de la légende de la Bastille, Elle a déjà été tuée plusieurs fois, mais à chaque fête du 14 juillet, cela n'empêche pas les orateurs d'estaminets et les journaux de sous-préfectures (et les journaux parisiens sont très provinciaux sur ce point) de parler de l'horrible prison où l'ancien régime odieux enfermait pour leur vie de malheureux prisonniers. Ils disparaissaient pour toujours, sans même savoir pourquoi, dans les profondeurs inconnues d'affreux cachots. On ne les ménageait pas, on les rivait au mur avec d'énormes chaines, et ils restaient là, « pourrissant sur la paille humide », au pain et à l'eau, n'ayant d'autre société que d'énormes rats et de hideuses araignées.

Il y avait même des choses bien plus horribles dont je vous épargne le récit ; il y avait toutes sortes de tortures variées, de tourments raffinés dont l'imagination populaire faisait le plus affreux tableau. La Bastille était le symbole de l'absolutisme de l'ancien régime ; elle est restée le symbole de l'oppression détruite ; on dansa sur ses ruines et l'on fête encore aujourd'hui sa chute. On ne manque pas de raconter à ce sujet le siège glorieux, héroïque, où les braves bourgeois parisiens, au prix de pertes énormes, enlevèrent d'assaut la Bastille et arrosèrent de leur sang l'arbre de la liberté.

Eh bien, tout cela, c'est de la blague, une pure légende. M. Funck-Brentano, dans un excellent livre : (*Légendes et archives de la Bastille*, avec une *préface de M. Victorien Sardou*. Hachette, un volume), vient de le démontrer irréfutablement. Il a complètement démoli, à l'aide des preuves les plus certaines, la tenace légende de la Bastille. Rien de plus scientifique, de plus irréfutable que ses démonstrations. Impossible de discuter après cela. Toute affirmation est étayée sur des documents précis, authentiques. M. Frantz Funck-Brentano, d'ailleurs, est un historien nourri à la bonne école, et sa démonstration est l'évidence et la clarté même.

Voulez-vous parier cependant, qu'après comme avant ce livre on continuera à croire aux légendes de la Bastille. Le « Masque de Fer » restera le mystérieux prisonnier dont Alexandre Dumas a si bien exploité l'incognito. Et cependant M. Funck-Brentano, et tous les historiens avec lui, connaissent très bien ce fameux Masque de fer (qui n'était d'ailleurs qu'un masque de velours noir, un loup) : il n'était autre que le comte Hercule Matthioli, ministre du duc de Mantoue, qui trahit Louis XIV, fut enlevé par les agents du grand roi et gardé prisonnier tout le reste de ses jours.

Il fut d'ailleurs enterré à Paris et inscrit sur le registre des décès, sous son vrai nom, mal orthographié il est vrai. Cela est sûr et certain ; mais cela n'empêchera pas les bonnes gens de discuter sur le personnage du « Masque de Fer ». On continuera de voir en lui avec Dumas un fils adultérin d'Anne d'Autriche et de Buckingham ou un frère jumeau de Louis XIV. C'est bien plus joli comme cela, n'est-ce pas ? C'est comme la mort de Louis XVII au Temple, c'est trop simple pour être cru ; il est bien plus beau de penser que le prisonnier mystérieux était un fils de France et que le martyr du cordonnier Simon ne mourut pas. La légende est bien plus jolie, bien plus pratique que l'histoire ; on ne croira pas M. Funch-Brentano, bien qu'il dise vrai : on lui en voudra presque d'avoir résolu une si passionnante énigme.

De même M. Funck-Brentano vous démontrera, si vous prenez la peine de le lire (et vous ferez bien), que la vie à la Bastille était de tous points charmante et confortable, sauf un petit détail, la permission de sortir que l'on n'avait que rarement. Les gens de lettres particulièrement étaient admirablement traités à la Bastille : on avait pour eux toute sorte d'égards ; et M. de Voltaire lui-même n'eut qu'à se louer du régime et du gouverneur.

Et Latude, le fameux « Latude ou 35 ans de captivité ». Demandez à M. Funck-Brentano. C'était un personnage bien peu intéressant, une sorte de fou, qu'on essaya de libérer à plusieurs reprises. Lorsque la révolution l'eut libéré, on fut obligé de l'enfermer à Bicêtre. Ce n'était pas la peine de faire une révolution pour cela.

Et le 14 juillet, le fameux et glorieux 14 juillet. Ah, çà, c'est encore plus triste et cela cesse d'être drôle. Quelques pauvres invalides, un gouverneur timide massacrés par une populace en délire, par la lie de la population des faubourgs, après un siège qui n'avait pas été bien difficile. On peut dire de la prise de la Bastille, ce que disaient les soldats de Bonaparte après la prise de Malte : « Il est heureux qu'il y ait eu quelqu'un dedans pour nous ouvrir les portes. »

Vraiment, ce gouverneur de Louis XVI fut singulièrement, stupidement débonnaire. Il se laissa renverser comme un mouton se laisse égorger. Et le peuple souilla sa facile victoire par d'odieux assassinats. Voilà la gloire du 14 juillet. M. Funck-Brentano fait justice de cette légende.

Mais M. Funck-Brentano perd bien son temps. La légende de la Bastille l'enterra et nous enterrera tous. Il est facile de tuer la vérité : mais déraciner le mensonge ! les forces humaines ne suffisent pas !

Jean MONTALOUET.

L'ACCAPAREMENT DU BLÉ
aux Etats-Unis

Un exportateur d'Anvers a donné au *Lorrain* ces détails précis sur la grande opération qui vient de troubler tous les marchés du monde et qui a eu des conséquences de tout genre :

« Les pays européens sont une fois de plus victimes de la rapacité des Américains. L'an dernier un jeune Américain natif de Chicago — se nommant Leiter — a visité l'Europe. En se rembarquant à Liverpool, il avait une conviction faite quant aux besoins de l'Europe : il avait vu à quel point nous sommes tributaires de son pays.

» Rentré à Chicago en octobre 1897 il achète immédiatement *six millions* de bushels (un bushel représente 27 kilogrammes de blé), livrables en décembre.

» Son capital est insuffisant ; il a recours à son père, vieux commerçant retiré des affaires et riche de quelques centaines de millions. Le père, heureux de voir son fils suivre une belle piste et manifester de si bonne heure (le jeune homme n'avait que 23 ans) l'esprit entreprenant des Yankees, lui avance l'argent nécessaire.

» En janvier, février, mars et avril, Leiter emmagasine des quantités effrayantes de blé, de maïs, d'avoine et de seigle. Au fur et à mesure que les livraisons lui parviennent, il en expédie une partie en Europe — payable comptant — de façon à faire face aux premières échéances.

» Mais d'énormes quantités de céréales restent chez lui en Amérique, de manière à constituer insensiblement un stock colossal. Pendant des semaines et des mois il paie 30 000 *francs par jour* frais de magasinage, d'assurance et de warrants !

» Le mois passé, les acheteurs ne parvenaient déjà plus à s'approvisionner à l'aise. Mai est la : plus de blé ! Dans une seule bourse, la hausse est de 8 francs par 100 kilos. D'après des informations qui viennent d'Amérique, il se pourrait fort bien qu'en juin et juillet prochain, les vendeurs liés à Leiter par contrat fussent obligés de payer 100 francs (par 1,000 kilogs) de différence en're leur prix de vente et la somme qu'ils eurent à verser à Leiter faute de pouvoir tenir leurs engagements.

» On prétend que les Leiter vont gagner de cette manière plus de 50 millions de francs !

» L'un des rivaux de ce Leiter est le milliardaire Armour, le « roi des salaisons. » En décembre dernier, Armour devait, par contrat, livrer deux millions de *bushels*. L'hiver était très rigoureux à Chicago et le canal allait être fermé par les glaces. Le stock de blé ne pouvait arriver : Leiter qui devait en prendre livraison à date fixe se réjouissait de ce contre-temps qui allait lui faire gagner de nouveaux millions.

» Mais Armour sans perdre une minute fait venir douze remorqueurs brise-glaces qui croisent le canal en tous sens pour empêcher l'action du gel et remorquer les navires à blés au fur et à mesure de leur arrivée.

» Au 31 décembre, jour fatal, où expirait le contrat, les deux millions de *bushels* étaient livrés sur le marché de Chicago. — Voilà le *struggle for life* entre milliardaires. »

Ce sont ces grandes spéculations-là qui provoquent la hausse des blés et qui devraient être sévèrement punies par des conventions internationales.

SINISTRE MARITIME

Oran, 15 mai. — Un bateau-palangrier, patron Michel Onteniente, entré hier dans notre port, a apporté la nouvelle d'une catastrophe maritime survenue entre Oran et Benisaf, et qui a fait de nombreuses victimes.

Le palangrier revenait de la pêche lorsque, doublant le cap Figalo, le patron aperçut presque devant lui une barque chavirée à laquelle se raccrochaient une quarantaine de Marocains. La première pensée de Michel Onteniente fut de se porter au secours des naufragés ; mais son bateau étant trop petit, il lui fut impossible de tenter leur sauvetage.

Emporté par la tempête, le palangrier passa à une vingtaine de mètres de l'épave qui soutenait les infortunés Marocains. Ceux-ci, voyant s'enfuir leur dernier espoir de salut, poussèrent des appels déchirants. Ce n'est qu'aux prix des plus grands efforts que Onteniente et ses compagnons purent conduire en sûreté le palangrier.

Le bateau qui s'est perdu est une de ces felouques marocaines qui visitent notre port chaque année à l'époque des moissons. Pas un des malheureux qui s'y trouvaient n'a dû échapper à la mort.

LA CONVOCATION DE LA NOUVELLE CHAMBRE

Paris, 15 mai. — Ce serait une grave erreur de croire que c'est à M. Brisson qu'il incombera de convoquer la Chambre : M. Brisson n'est plus président et les pouvoirs que lui avait conférés la Chambre de 1893 ont expiré avec son mandat. Et ce ne serait en aucun cas le président de la Chambre, car avant que la nouvelle Chambre puisse procéder à l'élection de son président, il faudra attendre que la validation des pouvoirs soit acquise à la moitié plus un des députés.

» Quant à l'ajournement prononcé par la dernière Chambre, on ne saurait en tenir aucun compte. C'est là une pure formalité, les règlements qui régissent la Chambre voulant que la session ordinaire dure au moins six mois, pendant lesquels, il est vrai, la Chambre peut s'ajourner, mais ne peut se dissoudre d'elle-même.

» C'est donc au Président de la République qu'il appartient de convoquer la Chambre par un décret rendu sur la proposition du président du Conseil, et il est fort probable que la nouvelle Chambre sera convoquée dans la première huitaine de juin. »

CUBA, L'ESPAGNE ET L'ANGLETERRE

Un grand penseur espagnol écrivait, il y a plus d'un demi-siècle :

« Qui pourra se persuader qu'il soit à la convenance de l'Angleterre de voir l'île de Cuba soumise au gouvernement espagnol ? Qui ne comprend qu'elle doit y voir un obstacle, une barrière, qu'il lui importe à tous égards de faire disparaître ?

» S'il ne lui est pas possible d'acquérir cette précieuse colonie par ses ruses diplomatiques ou par un coup de main, ne lui serait-il pas extrêmement avantageux de la voir s'émanciper, et par là même se jeter dans une longue série de bouleversements et de désastres qui ne lui laisseraient plus qu'une indépendance précaire et la forceraient à demander humblement la protection d'une grande puissance ?

» L'Angleterre n'aurait-elle pas ainsi une magnifique occasion d'ouvrir une nouvelle issue à l'écoulement de ses produits, et d'améliorer la position de ses propres colonies en détruisant le pouvoir d'une redoutable rivale ? Des tentatives qui se font tous les jours pour nous arracher cet inestimable trésor, les ténébreuses menées auxquelles on se livre pour y provoquer une insurrection, et qu'on a toujours soin de cacher sous le nom d'amour de l'humanité, sous l'apparence de l'enthousiasme le plus pur et le plus ardent pour le bien de ses semblables, sont une réponse décisive aux questions proposées. Cela nous révèle d'une manière assez évidente quels sont dans les Antilles les intérêts espagnols, et quels sont les intérêts de l'Angleterre. »

Et un peu après, parlant de cette dernière :

« Elle pourra bien, pour se donner un relief de philanthropie et des droits au titre de protectrice de la civilisation, permettre que les avantages qu'elle obtiendra s'étendant jusqu'à un certain point aux autres peuples civilisés, heureuse de calmer ainsi les plaintes et les murmures qui s'élèvent de toutes parts contre son ambition et son avarice ; mais elle aura soin que la meilleure part du riche butin lui revienne, et d'exercer une surveillance cauteleuse sur tous les pas que pourront faire les autres nations dans cette même carrière. »

En vue du second tour de scrutin

On lit dans le *Temps* :

« M. Mesureur n'a perdu ni son temps ni sa peine. Dès le lendemain du premier tour de scrutin, il conseillait nettement aux radicaux de s'unir aux socialistes pour le second, et, dans le silence embarrassé que gardait et garde encore M. Bourgeois, ses conseils ont été suivis. Partout le candidat radical qui se trouvait en minorité se désiste en faveur du candidat socialiste plus heureux. Et ce n'est pas seulement quand il s'agit de faire échec à un réactionnaire ou même à un rallié, mais encore à un vieux républicain, pour peu que celui-ci paraisse suspect de modération. A ces avances du radicalisme M. Millerand, dans la *Petite République*, répond ce matin avec le même empressement.

» S'il exige que les radicaux s'effacent devant les socialistes, il promet que les socialistes s'effaceront devant les radicaux partout où ces derniers paraissent avoir eu la majorité. Donc radicaux et socialistes iront dans huit jours au scrutin la main dans la main et sous les plis du même drapeau.

» Cette alliance ouverte ne nous étonne qu'à moitié. Conclue déjà dans le Parlement, elle devait se prolonger et se parfaire dans l'arène électorale. Nous n'avons jamais été dupes des déclarations que les leaders du radicalisme faisaient de temps à autre contre les théories du collectivisme révolutionnaire. Elles étaient trop platoniques pour se traduire en une politique un peu ferme et conséquente avec elle-même. Ne pouvant rien ni dans le Parlement ni devant le suffrage universel avec leur seul programme et leurs propres forces, les radicaux se trouvaient partagés entre leur doctrine et leur ambition.

» Par leur doctrine, ils tiennent au parti républicain défendant avec celui-ci la propriété individuelle et les principes bienfaisants de la révolution contre la tyrannie collectiviste ; mais par leur ambition, ils s'en sont séparés jusqu'à entrer avec lui dans une hostilité violente, qui devait nécessairement les jeter non pas dans les bras, mais sous les fourches caudines de ceux en qui ils ne peuvent s'empêcher de dénoncer des ennemis de l'ordre social et de la République. Quelle contradiction ! On sont ces protestations éloquentes qu'ils faisaient naguère entendre d'aller au combat avec leurs seules armes et sous leurs propres enseignes ! Le départ d'un premier détachement les rend avengles ; ils rompent avec ceux dont ils n'étaient séparés que par un fossé, pour se perdre dans les rangs de ceux dont un abîme doctrinal les sépare et qu'ils seront obligés de combattre demain, à moins de démentir les convictions de toute leur vie.

» Nous doutons qu'un parti qui, pour un intérêt momentané, abandonne ainsi tout ce qui fait sa raison d'être, revienne fortifié de cette aventure. Les quelques voix qu'il y aura gagner ne compenseront pas l'affaiblissement constitutionnel qui en sera l'inévitable conséquence. Il y a une Nemesis secrète qui fait tôt ou tard expier de telles défaillances. Toute l'aile gauche du parti radical restera soumise aux socialistes. Que fera l'aile droite ? M. Bourgeois sera-t-il encore le chef du parti tout entier ? Celui-ci ne se divisera-t-il pas, une fraction obéissant à l'impulsion de M. Millerand, et l'autre plus isolée et plus faible qu'auparavant ? On peut bien masquer une défaite, on n'en arrête pas les conséquences. Nous ne tarderons pas à les voir se manifester.

» Dans ces conditions, si l'on ne s'étonne guère de la tactique des candidats radicaux, on s'étonne davantage de la conduite de quelques républicains de gouvernement, qui, ne voulant pas maintenir leur candidature, se désistent et engagent leurs électeurs à voter pour leur concurrent radical, voire socialiste. Comment ne voient-ils pas qu'en présence de l'attitude inverse des radicaux c'est un marché de dupes ? Quel profit en espèrent-ils donc recueillir ? Ce ne sera pas de la reconnaissance en tous cas ; ce sera uniquement du dédain. Etre vaincu ce n'est rien tant que le drapeau flotte encore. Mais n'est-ce pas abaisser ce dernier et le trahir que de passer avec armes et bagages à l'ennemi de la veille ? Quel effet une démoralisation pareille conduite ne produit-elle pas sur le corps électoral ?

» Bref, vous vous efforcez de l'échauffer ou de réveiller ses craintes à l'égard de programmes et d'hommes que vous lui dénoncez comme dangereux pour la République et pour le pays et, aujourd'hui, vous lui conseillez d'accepter ces programmes et de voter pour ces candidats ? Quel crédit pouvez-vous garder encore auprès de lui après de si étranges palinodies ? Tout vous donc à tout prix à la convulsive que les idées après tout importent peu et qu'il s'agissait pour vous essentiellement d'une question personnelle ? Vous y réussirez aisément, nous vous en avertissons ; car trop d'exemples pareils lui ont déjà insinué, en fait de politique, un assez profond scepticisme.

« Autre devait être et autre sera, nous l'espérons, la conduite des républicains. Leur devoir est très clair. Le danger est dans le socialisme et, si les radicaux s'en font à la fois les complices et les victimes, les républicains de principe n'en peuvent être que les irréconciliables adversaires ; car il s'agit ici non plus d'un détail, mais de l'intérêt suprême du pays et de la durée de la République. Partout où la chose est possible, les candidats républicains doivent se maintenir pour le second tour et faire un nouvel appel au bon sens et au patriotisme des électeurs. Même si la victoire leur échappe, leur constance ne sera pas inutile ; elle la leur assurera dans une prochaine rencontre et, là où la force des choses les contraint dès à présent à la retraite, ils ont tout à gagner à dégager leur responsabilité personnelle et à se retirer, libres de tout engagement et purs de toute compromission. »

LA FÊTE DE JEANNE D'ARC

A PARIS

Paris, 16 mai. — La fête de Jeanne d'Arc a donné lieu à de très belles manifestations, soit dans les églises, soit devant les diverses statues élevées dans Paris à la glorieuse héroïne.

Dans la plupart des églises des messes solennelles ont été chantées avec le concours de fanfares et de musiques suivies du panégyrique de la sainte libératrice ; quelques églises avaient été pour la circonstance décorées de drapeaux tricolores. Il en a été de même dans la banlieue.

Les manifestations devant les statues n'ont donné lieu à aucun incident ; c'est ainsi que plusieurs groupes de jeunes gens sont allés déposer des couronnes aux statues qui se trouvent rue de la Chaussée et boulevard Saint-Marcel aux cris de : Vive Jeanne d'Arc ! Vive la France ! sans qu'aucune contre-manifestation ne se produisît.

La manifestation devant la statue de la place des Pyramides a été particulièrement imposante. Rendez-vous avait été pris place du Carrousel ; de là plus de cinq cents jeunes gens se sont rendus, drapeaux en tête, et précédés de MM. Muquin, commissaire divisionnaire, d'un officier de paix et de plusieurs agents, devant la statue où trois superbes couronnes ont été déposées, des cris nourris de Vive Jeanne d'Arc ! Vive la France ! ont retenti vibrants ; puis les manifestants se sont retirés dans l'ordre le plus parfait. Par ordre, aucun discours n'a été prononcé.

A ORLÉANS

Orléans, 15 mai. — Les fêtes du 469e anniversaire de la délivrance d'Orléans par Jeanne d'Arc ont continué aujourd'hui.

Depuis ce matin le canon tonne, les cloches sonnent à toute volée.

A dix heures la cérémonie religieuse est célébrée à la cathédrale avec une grande solennité. L'orchestre et les chœurs ne comprennent pas moins de 400 exécutants.

Toutes les autorités civiles et militaires y assistent ainsi que les corps constitués ; le général Duchesne, commandant le 5e corps, le préfet, le maire, le conseil municipal, la cour et les tribunaux en robes etc., etc. On remarque dans l'église la présence de nombreux officiers.

L'archevêque de Bourges, assisté des évêques d'Orléans et de Moulins, préside à la cérémonie.

Mgr Pagis, évêque de Verdun, a prononcé un éloquent panégyrique.

— On s'est demandé, dit-il, pourquoi Jeanne apparaît de nouveau comme pour la dominer, en cette fin du siècle ; pourquoi l'histoire, la science, la religion, l'art, s'associent pour la glorifier. C'est qu'elle a reçu une mission nouvelle, celle de défendre la cause de Dieu et de la Patrie contre les « sans Dieu » et les « sans Patrie ».

Quelle manifestation plus éclatante de Dieu que le caractère providentiel, divin, de la mission de Jeanne ! Quelle personnification plus haute du patriotisme que cette noble et glorieuse victime.

Après une allusion à la guerre hispano-américaine, guerre du ballet contre l'idéal, Mgr Pagis poursuit ainsi :

— Jeanne avait raison. Nous avons été, nous sommes encore et, grâce à Dieu, nous resterons toujours la plus généreuse et la plus aimante des patries. Et c'est cette patrie que vous voudriez démembrer avec son foyer d'amour qui réchauffe le monde ? Vous voudriez qu'elle avât se perdre en ce mélange de peuples aux instincts égoïstes, aux calculs toujours intéressés !

Non, vous n'empêcherez pas la France d'avoir le cœur plus haut que tous les égoïsmes. C'est ce cœur de la France qui proteste contre les « sans-patrie », qui les repousse, qui les condamne. Les condamnations du cœur sont les plus accablantes. »

Après la cérémonie, le cortège s'est formé et la procession s'est mise en marche à travers la ville suivant l'itinéraire tracé.

La manifestation est des plus imposantes.

La foule s'y associe dans un recueillement profond. Les rues sont pavoisées, malheureusement la pluie, qui tombe presque sans interruption, nuit à l'éclat de cette grandiose et touchante cérémonie.

Ce soir, jeux publics, feu d'artifice et retraite aux flambeaux. Toute la ville sera illuminée.

LA CRISE ANGLAISE

La violente sortie de M. Chamberlain occupe toute l'Europe, naturellement.

Elle n'est point désavouée en Angleterre, ce qui augmente encore sa gravité.

A Rome, la *Tribuna* considère l'alliance de l'Angleterre et des Etats-Unis comme faite et regrette que l'Italie ne puisse pas participer à cette alliance.

En Allemagne, on est narquois.

La *National Zeitung* dit : « On a peine à croire qu'un homme d'Etat en fonctions ait pu tenir un pareil langage. Le ministre a proclamé la banqueroute de la politique anglaise ; bien plus, de la puissance anglaise elle-même. Que l'Angleterre se débarrasse de parels politiciens, qui compromettent devant l'étranger le renom de la patrie. »

La *Gazette de Voss* déclare que le discours est monolitique, mais le speech du duc de Cambridge, dans le mess des officiers, dirigé contre la France, est de nature à inspirer des inquiétudes.

La *Gazette de la Croix* croit qu'on est à la veille d'une guerre européenne.

Le *Lokal Anzeiger* dit qu'on a l'habitude de n'attacher aucune importance aux expectorations de M. Chamberlain, le bavard qu'on nomme en Angleterre « Pushfull Joe ».

La *Deutsche Tageszeitung* dit que l'aveu de l'impuissance de l'Angleterre par M. Chamberlain soulèvera un éclat de rire méprisant en Russie. Dans les milieux informés, on considère depuis quinze jours la situation comme grave.

Une dépêche de Londres au *Figaro* dit :

« On croit que le voyage de M. White, conseiller de l'ambassade américaine à Londres, qui revient de Washington, en a jeté les bases sinon conclu les termes. Cette alliance aurait pour objet l'action commune éventuelle de l'Angleterre et des Etats-Unis en Extrême-Orient. Bref, la situation devient sérieuse et mérite l'attention de l'Europe continentale. »

D'autre part, on écrit de Londres au *Matin* :

« Je constate que les inquiétudes visant la guerre, non seulement avec la Russie, mais surtout avec la France, vont leur train.

« La *Pall Mall Gazette* mentionne, dans son article sur la Bourse, l'éventualité d'une guerre avec la France dans un mois, et les assureurs maritimes portent à 15 0/0 le taux de leurs opérations.

» Voilà un premier effet du discours de M. Chamberlain.

» C'est peut être absurde et criminel, mais cela est. »

LE PROJET
SUR LES
ACCIDENTS DU TRAVAIL
en Belgique

(*Correspondance particulière*)

Bruxelles, 15 mai. — Le projet de loi gouvernemental sur les accidents du travail vient d'être distribué aux membres de la Chambre. Il était attendu depuis longtemps. La solution de la question de l'assurance des accidents du travail et de la question des pensions ouvrières est aujourd'hui la principale et plus sincère revendication des populations ouvrières ; si cette double question était réglée, le grief exploité avec le plus de succès par le socialisme auprès des ouvriers disparaîtrait.

C'est une des raisons qui ont rallié même les conservateurs du parti catholique à l'idée de la nécessité d'une loi sur les accidents du travail et d'une loi sur les pensions ouvrières. Quant au parti démocratique chrétien, faut-il dire que, depuis sa constitution, ces réformes figurent en tête de son programme, et qu'il n'a cessé d'en poursuivre la réalisation par la parole et par la plume ?

On peut dire que cette question est à l'ordre du jour en Belgique depuis 1886, époque où la célèbre commission du travail, constituée à la suite des émeutes ouvrières de sinistre mémoire, en fit un des principaux objets de ses études. Plusieurs propositions de loi relatives à cette question ont aussi été présentées au Parlement, sans jamais venir en discussion ; en 1889, une commission nommée par le ministre de la justice pour préparer un avant-projet sur le louage de services des ouvriers a également touché à cette question ; enfin celle-ci a été l'an dernier soumise par le gouvernement au conseil supérieur du travail.

Je ne parle pas des nombreux congrès économiques et sociaux qui s'en sont occupés en Belgique ; on se rappelle aussi que l'un des congrès internationaux réunis l'an dernier à Bruxelles avait pour unique objet l'examen de la question des assurances contre les accidents.

Dans toutes ces assemblées les discussions sur la question ont toujours roulé surtout autour du point de savoir s'il fallait ou non adopter le principe de l'assurance par l'Etat.

Le projet du gouvernement repousse ce principe.

Il établit l'obligation de l'assurance à charge du patron, mais laisse à celui-ci le choix du mode d'assurance.

Chaque fois donc que l'accident aura causé une incapacité de plus de deux semaines, l'ouvrier blessé aura droit à réparation, sans qu'il doive justifier d'une faute quelconque dans le chef du patron et sans qu'on puisse lui opposer sa propre négligence ou son imprudence.

Quant au montant de l'indemnité à payer, le projet le fixe, en cas d'incapacité totale, à 50 0/0 du salaire moyen et, en cas d'incapacité partielle, à 50 0/0 de la différence entre le salaire moyen de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle est capable de gagner avant d'être complètement rétablie.

Cette indemnité, je le répète, est mise à la charge exclusive du patron, qui ne pourra faire de ce chef aucune retenue sur le salaire de l'ouvrier.

Le taux de l'indemnité à payer par le patron, en cas d'accident, étant déterminé, surgit naturellement la question de savoir si et dans quelle mesure il faut en garantir le paiement. Le projet de loi s'applique à réaliser la garantie de solvabilité dans la plus large mesure possi-

Dernière Heure

De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL)

L'ESPAGNE ET LES ÉTATS-UNIS

Londres, 16 mai. — Le correspondant du *Standard* à Washington annonce que pour le moment l'expédition à Cuba est abandonnée. Tous les efforts sont concentrés sur les renforts qui doivent être envoyés à l'amiral Dewey à Manille et qui consisteront en quinze mille réguliers et un grand nombre de volontaires.

Le correspondant du *Daily Mail* à Key-West dit que dans le deuxième bombardement de Cienfuegos le tir des artilleurs espagnols fut beaucoup plus juste.

Ce fait s'explique, dit-on, par la présence à Cuba d'un certain nombre d'artilleurs allemands que le maréchal Blanco a fait venir d'Europe.

Le correspondant du même journal à Washington dit qu'on attend avec impatience le combat entre l'escadre espagnole et l'escadre américaine qui aura lieu, croit-on, d'ici quarante-huit heures, à moins que l'amiral espagnol ne prenne des précautions pour éviter l'escadre américaine.

L'escadre volante a passe devant Charleston hier soir et doit arriver à Cuba aujourd'hui.

L'escadre de l'amiral Sampson a été signalée hier à Porto-Rico. On croit qu'il surveille la passe de Windward et qu'il a envoyé ses éclaireurs pour lui signaler l'approche de l'ennemi.

Les mouvements de l'escadre espagnole sont d'une très grande importance. On croit que l'amiral Cervera prendra une route détournée pour arriver à la Havane. Là, il espère attaquer les croiseurs auxiliaires qui assurent le blocus et se retirer ensuite dans un port fortifié pour y attendre l'attaque des Américains. Au département de la marine, on se montre très discret pour les renseignements concernant les escadres.

Le câble de Sainte-Lucie à Saint-Vincent a été coupé. Le but est d'empêcher que la nouvelle de la mise en route de trois croiseurs américains vers Key-West soit télégraphiée aux Espagnols.

A Manille

Le *New-York Herald* publie la dépêche suivante :

Hong-Kong, dimanche. — L'escadre de l'amiral Dewey reste à Manille, bloquant la ville, qui commence à souffrir du manque de provisions. La viande se vend un dollar et demi par livre.

Les navires américains dans la baie de La Havane

La Havane, 16 mai. — Un des navires américains qui ont été attaqués hier, par les navires espagnols *Condé-Venadito* et *Nueva-Espana* auxquels s'étaient jointes les canonnières *La Flèche* et l'*Aguila* est allé, après la retraite, à la rencontre des autres navires américains occupés dans les eaux cubaines à protéger les tentatives de débarquement qui n'ont pas, d'ailleurs, réussi jusqu'à présent.

Il leur a porté l'ordre de se concentrer tous dans la baie de La Havane ; deux navires ont été vus pendant quelque temps dans la baie ; ils se maintiennent à une grande distance, hors de la portée des batteries du port.

On dit que cet ordre a été porté par un aviso rapide, venu de Key-West, et que cette concentration des navires américains est faite, à la fois, par crainte de l'arrivée de la flotte espagnole du Cap-Vert, et en vue de la jonction de l'escadre volante du commodore Sclay, qui a touché, avant-hier soir, à Charlestown, où il a trouvé les dernières instructions du ministre de la marine.

Quatre mariages dans la même famille

Lyon, 16 mai. — On a célébré ce matin dans l'église de Collonges-au-Mont-d'Or, une cérémonie assez rare : quatre mariages dans la même famille.

C'étaient les noces d'or de M. et Mme Genevay, les noces d'argent de M. et Mme Vallansot M. et Mme Gonnat, enfin le mariage de Mlle Marie Gonnat avec M. Jean-Marie Vallansot.

Un ivrogne tué par une débitante

Versailles, 16 mai. — Hier soir, vers six heures, se présentait au débit de vins tenu par M. Cochelin, aux Fainbertins, commune de Crespières, un ouvrier agricole nommé Ernest Martin, âgé de vingt-neuf ans, qui demandait une consommation.

Mme Cochelin, qui s'occupe de la maison en l'absence de son mari, charpentier, ayant remarqué l'état d'ivresse du client, se refusa à le servir.

Irrité de ce refus, Ernest Martin invectiva grossièrement et menaça la commerçante, qui se réfugia dans sa cuisine et s'armait d'un révolver chargé.

A son retour au comptoir, l'ivrogne, loin de se calmer, allait se précipiter sur Mme Cochelin pour la frapper, mais celle-ci sortit son révolver et visa son agresseur qui fut atteint au cœur et s'abattit lourdement sur le pavé, raide mort.

La gendarmerie de Maule fut immédiatement prévenue du meurtre, ainsi que M. Tournade, procureur de la République à Versailles.

Ce matin, M. Tournade et M. Morise, juge d'instruction se rendaient aux Fiambertins pour procéder aux premières constatations et à l'interrogatoire de Mme Cochelin, qui a été laissée en liberté provisoire.

Les communications télégraphiques

Du *Journal* :

Nous savons pertinemment qu'aucune dépêche n'a été remise au câble français de la Martinique par le capitaine Cotton du *Har vard*, lequel, sans doute, pour marquer ses préférences, s'est servi du câble anglais qui atterrit à Saint-Pierre, tandis que le câble français atterrit à Saint-Pierre et à Fort-de-France.

Si donc il y a eu négligence ou retard dans la transmission de la nouvelle annonçant la présence d'une escadre espagnole dans les eaux de la Martinique, c'est à l'administration du câble anglais qu'il faudrait s'en prendre.

Ces faits, dans leur exactitude absolue, suffiront pour démolir, une fois de plus, les campagnes organisées à Londres, plus encore qu'à New-York, sur des informations que nous voulions croire simplement fantaisistes, mais qui se présentent depuis quelque temps sous des formes variées, avec une telle persistance de tendance, qu'elles doivent être forcément taxées de mauvaise foi.

Le Balzac de Rodin

Du *Figaro* :

« La question du *Balzac* menace d'être résolue, — et ce sera dommage pour la chronique. C'est au Conseil municipal de Paris que M. Rodin devra cette solution assez imprévue.

» On sait que le grand artiste a envoyé au Salon de cette année deux œuvres : le *Baiser* et... l'autre. Or, la commission des beaux-arts de la ville se propose, dit-on, d'acheter la première à un prix qui ne serait pas moindre de vingt-cinq mille francs. Quant au *Balzac*, nos édiles, gracieux dans l'estimation du *Baiser*, se montreraient par compensation plus sévères et lui refuseraient les honneurs de la place publique.

» Si cette transaction aboutit, il faudra reconnaître que les diplomates ne sont pas tous au quai d'Orsay, mais qu'il y en a aussi à l'Hôtel-de-Ville. »

La France et l'Angleterre

Londres, 16 mai. — L'agence Reuter communique aux journaux de Londres la dépêche suivante, datée de Paris, que nous avons lieu de croire exacte :

« Rien absolument ne s'est passé ici qui justifie l'annonce d'une rupture des négociations engagées entre la Grande-Bretagne et la France au sujet du Niger. La vérité est que, bien que ces négociations marchent moins vite qu'on ne l'eût espéré, elles suivent un cours très satisfaisant, surtout dans le moment actuel. On ne souhaite rien de plus ici, que le prompt règlement de cette question. Dans ce but, la France fera toutes les concessions compatibles avec ses droits acquis et avec sa dignité. Et l'on assure, d'autre part, que le gouvernement de la reine est animé du même esprit. »

Dans l'Ouest Africain

Une dépêche de Cape-Coast-Castle au *Daily Mail* annonce que les marchands de caoutchouc indigènes se sont révoltés contre les Français Esquassalis ont tué plusieurs fonctionnaires et des soldats.

Le *Daily Mail* croit que Esiquassi doit être Sigasso qui se trouve à quatre journées de marche de la rivière Comoe dans l'hinterland de la Côte d'Ivoire.

Le *Daily Mail* commentant cette nouvelle conseille au gouvernement britannique de surveiller avec attention les événements et de bien remarquer les forces que la France enverra pour réprimer cette révolte et les forces que les officiers anglais considéreront comme nécessaire pour cela.

A Sierra-Leone

Une dépêche de Sierra-Leone au *Daily Mail* annonce que des combats ont eu lieu dans la direction de Kwalla.

De grandes pertes ont été infligées aux rebelles, mais les anglais ont eu de leur côté un capitaine et un lieutenant tué.

Le prince Henri de Prusse
La réception à Pékin. — A la légation allemande

Pékin, 16 mai. — Le prince Henri de Prusse, à son arrivée à la gare, hier, a été reçu en grand apparat par les hauts fonctionnaires chinois, parmi lesquels on remarquait Li-Hung-Tchang ; le prince a été conduit à la légation allemande dans un palanquin porté par les coolies de l'empereur.

Sur tout le parcours, la foule était immense.

Le prince a assisté, cet après-midi, aux courses, et il a tenu dans la soirée une réception officielle.

Les affaires d'Orient

Athènes, 16 mai. — La commission du contrôle international a été comme président le commissaire anglais, M. Law.

Le gouvernement a reçu notification du commencement de l'évacuation de la Thessalie.

Plusieurs steamers remplis de troupes turques ont encore quit